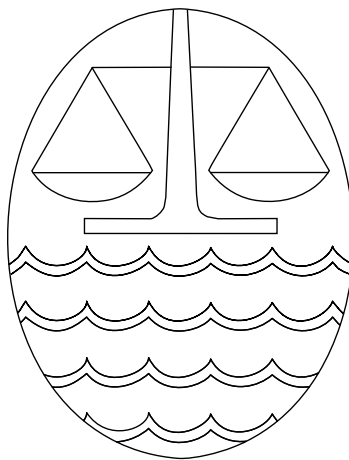


*Bulletin n° 100*



Division des aires maritimes et du droit de la mer  
Bureau des aires juridiques

# Droit de la mer



Bulletin n° 100

Nations Unies  
New York, 2020

## NOTE

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les textes des traités et les textes législatifs nationaux contenus dans le Bulletin ont été transmis au Secrétariat.

En outre, la publication dans le Bulletin d'informations concernant les suites données, en matière de droit de la mer, à des mesures ou des décisions adoptées par des États ne saurait impliquer reconnaissance, de la part de l'Organisation des Nations Unies, de la validité des mesures et décisions en question.

LES INFORMATIONS PUBLIÉES DANS LE PRÉSENT BULLETIN PEUVENT ÊTRE REPRODUITES  
EN TOUT OU EN PARTIE, MAIS AVEC INDICATION DE SOURCE.

Publication des Nations Unies

eISBN 978-92-1-004282-6

\* 4 4 /

F \* 4 4 / 9

Copyright © Nations Unies, 2020

Tous droits réservés

Imprimé aux Nations Unies, New York

## AVANT-PROPOS

Chers lecteurs, chères lectrices,

La parution de ce centième numéro du Bulletin du droit de la mer est une excellente occasion de réfléchir au rôle de cette publication, à la fois document de référence et source d'informations sur l'actualité du droit de la mer. Elle coïncide avec une autre date importante, à savoir le vingt-cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, le 16 novembre 1994.

C'est en septembre 1983, il y a 35 ans, qu'est paru le tout premier numéro du bulletin, dans le but de dif



# TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS.....	iii.....
-------------------	----------

## I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

1. Tableau récapitulatif de l'état de la Convention et des accords connexes.....	1.....
2. Listes chronologiques des ratifications, adhésions et déclarations de succession concernant la Convention et les accords connexes	
a) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer .....	11.....
b) Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention .....	13.....
c) Accord aux fins de l'application des dispositions de la Convention relatives à la conservation et à la gestion des stocks chevauchants et des stocks de poissons grands migrateurs .....	14.....
3. Déclarations des États	
a) Togo : Déclaration au titre de l'article 287, 12 avril 2019 .....	16.....
b) Togo : Déclaration au titre de l'article 298, 12 avril 2019 .....	16.....

## II. INFORMATIONS JURIDIQUES RELATIVES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

1. Belize : Loi (modificative) de 2019 sur les zones maritimes.....	17.....
2. Chypre : Notification faite par le Ministre des affaires étrangères de la République de Chypre en application de l'article 3, paragraphe 3, des lois sur la zone économique exclusive et sur le plateau continental [consolidation des lois 64(1)/2004 et 97(1)/2014], 6 mai 2019.....	19.....

## III. COMMUNICATIONS DES ÉTATS

A. C R :L • S • • • 'O N U M • • , .....	21
B. I • :N • C S • • • 'O N U M 'I • , .....	22

## IV. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU DROIT DE LA MER

A. L VIII C , V, VII	
1. Listes de conciliateurs et d'arbitres désignés en vertu de l'article 2 des annexes V et VII de la	



# I. CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

É , , C N U 'A  
 XI C ' , ' A  
 C , ' - ( )  
 1

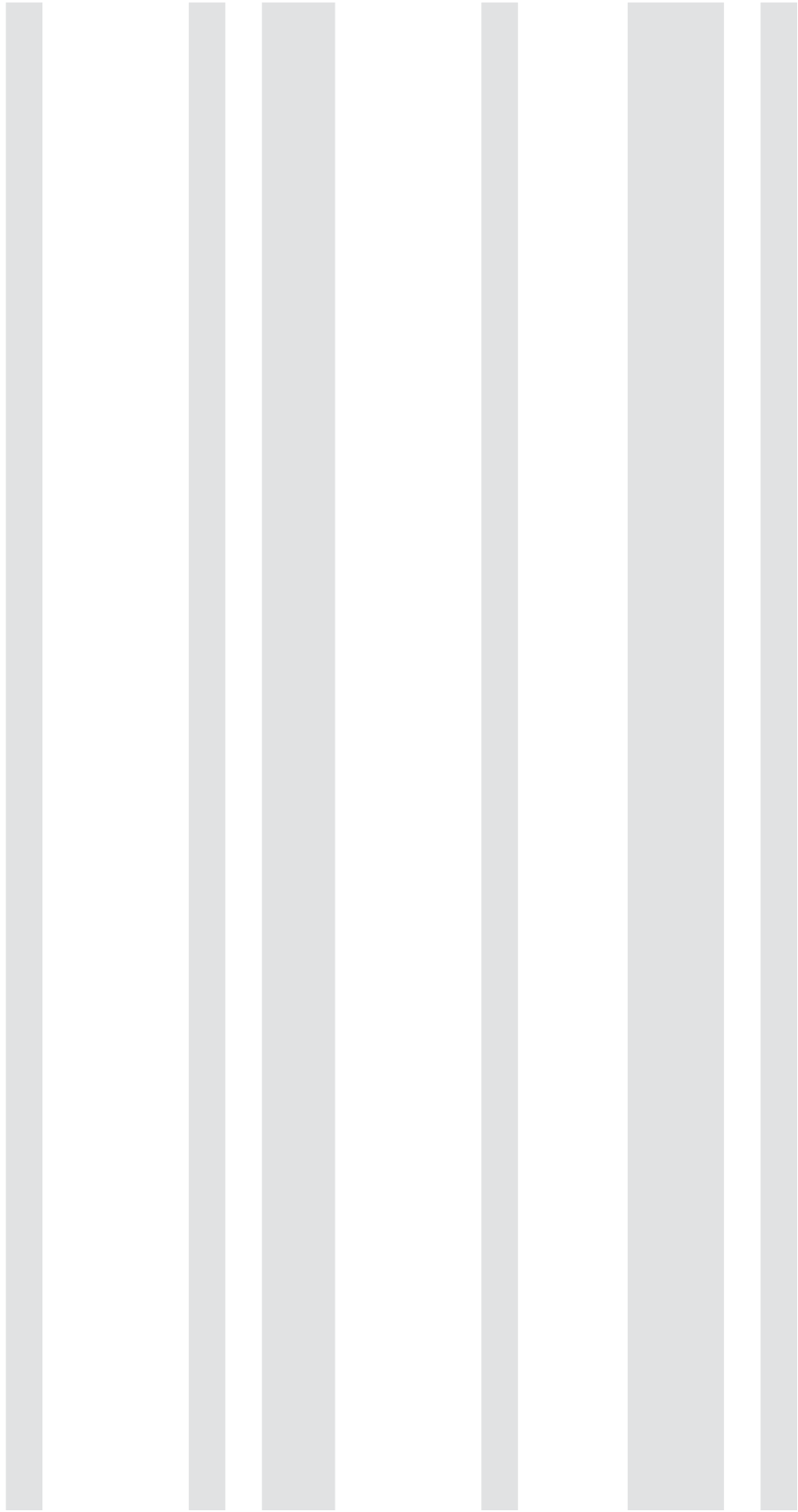
## 1. Tableau récapitulatif l'état de la Convention et des accords connexes

Ce tableau récapitulatif est une synthèse non o cielle de la participation à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et aux deux accords connexes.

Le symbole indique : i) qu'une déclaration a été faite par l'État lors de la signature, de la ratification ou de l'adhésion, ou à n'importe quel moment par la suite; ou ii) qu'une déclaration a été con rmée lors de la succession. Le double symbole que l'État a fait plus d'une déclaration. L'abréviation (cf) indique une con rmation formelle; (a) une adhésion; (s) une succession; (sd) une signature dé native; (p) un consentement à être lié; (ps) une procédure simplifiée. Les noms des États qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies sont en italique; les rangées grises indiquent les États sans

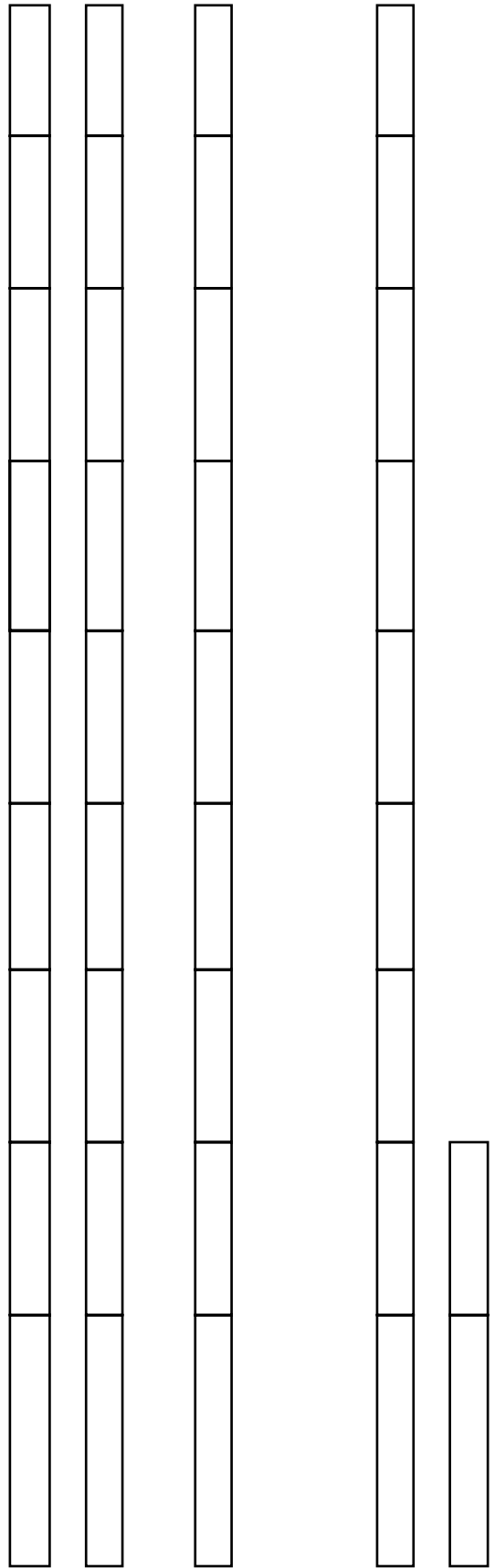
État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)		Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 11/12/2001)	
	Signature jour/mois/année	Ratification/adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Signature jour/mois/année	Ratification/adhésion jour/mois/année
TOTAUX	157	168	79	150	59	90
Afghanistan	18/03/83					
Afrique du Sud	05/12/84	23/12/97	03/10/94	23/12/97		14/08/03(a)
Albanie		23/06/03(a)		23/06/03(p)		
Algérie	10/12/82	11/06/96	29/07/94	11/06/96(p)		
Allemagne		14/10/94(a)	29/07/94	14/10/94	28/08/96	19/12/03





État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)		Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 1/12/2001)		
	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année	Signature jour/mois/année	Rati cation/ adhésion jour/mois/année
Burkina Faso	10/12/82	25/01/05		30/11/94	25/01/05(p)	15/10/96	
Burundi	10/12/82						
Cabo Verde	10/12/82	10/08/87		29/07/94	23/04/08		
Cambodge	01/07/83						
Cameroun	10/12/82	19/11/85		24/05/95	28/08/02		
Canada	10/12/82	07/11/03		29/07/94	07/11/03	04/12/95	03/08/99
Chili	10/12/82	25/08/97			25/08/97(a)		11/02/16(a)
Chine	10/12/82	07/06/96		29/07/94	07/06/96(p)	06/11/96	
Chypre	10/12/82	12/12/88		01/11/94	27/07/95		25/09/02(a)
Colombie	10/12/82						
Comores	06/12/84	21/06/94					
Congo	10/12/82	09/07/08			09/07/08(p)		
Costa Rica	10/12/82	21/09/92			20/09/01(a)		18/06/01(a)
Côte d'Ivoire	10/12/82	26/03/84		25/11/94	28/07/95(ps)	24/01/96	
Croatie		05/04/95(s)			05/04/95(p)		10/09/13(a)
Cuba	10/12/82	15/08/84			17/10/02(a)		
Danemark	10/12/82	16/11/04		29/07/94	16/11/04	27/06/96	19/12/03
Djibouti	10/12/82	08/10/91					
Dominique	28/03/83	24/10/91					
Égypte	10/12/82	26/08/83		22/03/95		05/12/95	
El Salvador	05/12/84						
Émirats arabes unis	10/12/82						
Équateur		24/09/12(a)			24/09/12(p)		07/12/16(a)
Érythée							
Espagne	04/12/84	15/01/97		29/07/94	15/01/97	03/12/96	19/12/03

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)		Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 11/12/2001)	
	Signature jour/mois/année	Rati cation/adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Rati cation/adhésion jour/mois/année	Signature jour/mois/année
Estonie		26/08/05(a)		26/08/05(a)		07/08/06(a)
Eswatini	18/01/84	24/09/12	12/10/94	24/09/12(p)		
État de Palestine		02/01/15(a)		02/01/15(p)		
États-Unis d'Amérique			29/07/94		04/12/95	21/08/96
Éthiopie	10/12/82					
Fédération de Russie	10/12/82	12/03/97		12/03/97(a)	04/12/95	04/08/97
Fidji	10/12/82	10/12/82	29/07/94	28/07/95	04/12/95	12/12/96
Finlande	10/12/82	21/06/96	29/07/94	21/06/96	27/06/96	19/12/03
France	10/12/82	11/04/96	29/07/94	11/04/96	04/12/96	19/12/03
Gabon	10/12/82	11/03/98	04/04/95	11/03/98(p)	07/10/96	
Gambie	10/12/82	22/05/84				
Géorgie		21/03/96(a)		21/03/96(p)		
Ghana	10/12/82	07/06/83	16/11/94	23/09/16(a)		27/01/17(a)
Grèce	10/12/82	21/07/95	29/07/94	21/07/95	27/06/96	19/12/03
Grenade	10/12/82	25/04/91	14/11/94	28/07/95(ps)		
Guatemala	08/07/83	11/02/97		11/02/97(p)		
Guinée	04/10/84	06/09/85	26/08/94	28/07/95(ps)		16/09/05(a)
Guinée équatoriale	30/01/84	21/07/97		21/07/97(p)		
Guinée-Bissau	10/12/82	25/08/86			04/12/95	
Guyana	10/12/82	16/11/93		25/09/08(a)		
Haïti	10/12/82	31/07/96		31/07/96(p)		
Honduras	10/12/82	05/10/93		28/07/03(a)		
Hongrie	10/12/82	05/02/02		05/02/02(a)		16/05/08(a)
Îles Cook	10/12/82	15/02/95		15/02/95(a)		01/04/99(a)
Îles Marshall		09/08/91(a)			04/12/95	19/03/03



État ou entité

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)		Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jour/mois/année	Rati cation/adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Rati cation/adhésion jour/mois/année	Signature jour/mois/année	Rati cation/adhésion jour/mois/année
Nouvelle-Zélande	10/12/82	19/07/96		29/07/94	19/07/96	04/12/95	18/04/01
Oman	01/07/83	17/08/89			26/02/97(a)		14/05/08(a)
Ouganda	10/12/82	09/11/90		09/08/94	28/07/95(ps)	10/10/96	
Ouzbékistan							
Pakistan	10/12/82	26/02/97		10/08/94	26/02/97(p)	15/02/96	
Palaos		30/09/96(a)			30/09/96(p)		26/03/08(a)
Panama	10/12/82	01/07/96			01/07/96(p)		16/12/08(a)
Papouasie-Nouvelle-Guinée	10/12/82	14/01/97			14/01/97(p)	04/12/95	04/06/99
Paraguay	10/12/82	26/09/86		29/07/94	10/07/95		
Pays-Bas	10/12/82	28/06/96		29/07/94	28/06/96	28/06/96	19/12/03
Pérou							
Philippines	10/12/82	08/05/84		15/11/94	23/07/97	30/08/96	24/09/14
Pologne	10/12/82	13/11/98		29/07/94	13/11/98(p)		14/03/06(a)
Portugal	10/12/82	03/11/97		29/07/94	03/11/97	27/06/96	19/12/03
Qatar	27/11/84	09/12/02			09/12/02(p)		
République arabe syrienne							
République centrafricaine	04/12/84						
République de Corée	14/03/83	29/01/96		07/11/94	29/01/96	26/11/96	01/02/08
République de Moldova		06/02/07(a)			06/02/07(p)		
République démocratique du Congo	22/08/83	17/02/89					
République démocratique populaire lao	10/12/82	05/06/98		27/10/94	05/06/98(p)		
République dominicaine	10/12/82	10/07/09			10/07/09(p)		

État ou entité

État ou entité	Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (en vigueur depuis le 16/11/1994)		Accord relatif à l'application de la partie XI (en vigueur depuis le 28/07/1996)		Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (en vigueur depuis le 11/12/2001)		
	Signature jour/mois/année	Rati cation/adhésion jour/mois/année	Déclaration	Signature jour/mois/année	Rati cation/adhésion jour/mois/année	Signature jour/mois/année	Rati cation/adhésion jour/mois/année
Singapour	10/12/82	17/11/94		17/11/94(p)			
Slovaquie	28/05/93	08/05/96	14/11/94	08/05/96	06/11/08(a)		
Slovénie		16/06/95(s)	19/01/95	16/06/95	15/06/06(a)		
Somalie	10/12/82	24/07/89					
Soudan	10/12/82	23/01/85	29/07/94				
Soudan du Sud							
Sri Lanka	10/12/82	19/07/94	29/07/94	28/07/95(ps)	09/10/96	24/10/96	
Suède	10/12/82	25/06/96	29/07/94	25/06/96	27/06/96	19/12/03	
Suisse	17/10/84	01/05/09	26/10/94	01/05/09			
Suriname	10/12/82	09/07/98		09/07/98(p)			
Tadjikistan							
Tchad	10/12/82	14/08/09		14/08/09(p)			
Thaïlande	10/12/82	15/05/11		15/05/11(a)	28/04/17(a)		
Timor-Leste		08/01/13(a)		08/01/13(p)			
Togo	10/12/82	16/04/85	03/08/94	28/07/95(ps)			
Tonga		02/08/95(a)		02/08/95(p)	04/12/95	31/07/96	
Trinité-et-Tobago	10/12/82	25/04/86	10/10/94	28/07/95(ps)		13/09/06(a)	
Tunisie	10/12/82	24/04/85	15/05/95	24/05/02			
Tur (og5.3.064-9 0oto3.067 0 F002F>>> BDC 0 9.27 -9 0 421.2264 356.4852 Tm <00120>> BDC 0 9.27 -9 0 359.470qu4/04/85>> BDC 0 9.27 -9 0 3v)067a5 Td [(T)48 (unis -							







85. Monaco (20 mars 1996)
86. Géorgie (21 mars 1996)
87. France (11 avril 1996)
88. Arabie saoudite (24 avril 1996)
89. Slovaquie (8 mai 1996)
90. Bulgarie (15 mai 1996)
91. Myanmar (21 mai 1996)
92. Chine (7 juin 1996)
93. Algérie (11 juin 1996)
94. Japon (20 juin 1996)
95. Finlande (21 juin 1996)
96. Irlande (21 juin 1996)
97. République tchèque (21 juin 1996)
98. Norvège (24 juin 1996)
99. Suède (25 juin 1996)
100. Pays-Bas (28 juin 1996)
101. Panama (1<sup>er</sup> juillet 1996)
102. Mauritanie (17 juillet 1996)
103. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)
104. Haïti (31 juillet 1996)
105. Mongolie (13 août 1996)
106. Palaos (30 septembre 1996)
107. Malaisie (14 octobre 1996)
108. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)
109. Roumanie (17 décembre 1996)
110. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)
111. Espagne (15 janvier 1997)
112. Guatemala (11 février 1997)
113. Pakistan (26 février 1997)
114. Fédération de Russie (12 mars 1997)
115. Mozambique (13 mars 1997)
116. Îles Salomon (23 juin 1997)
117. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)
118. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997)
119. Chili (25 août 1997)
120. Bénin (16 octobre 1997)
121. Portugal (3 novembre 1997)
122. Afrique du Sud (23 décembre 1997)
123. Gabon (11 mars 1998)
124. Union européenne (1<sup>er</sup> avril 1998)
125. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)
126. Suriname (9 juillet 1998)
127. Népal (2 novembre 1998)
128. Belgique (13 novembre 1998)
129. Pologne (13 novembre 1998)
130. Ukraine (26 juillet 1999)
131. Vanuatu (10 août 1999)
132. Nicaragua (3 mai 2000)
133. Maldives (7 septembre 2000)
134. Luxembourg (5 octobre 2000)
135. Serbie (12 mars 2001)
136. Bangladesh (27 juillet 2001)
137. Madagascar (22 août 2001)
138. Hongrie (5 février 2002)
139. Arménie (9 décembre 2002)
140. Qatar (9 décembre 2002)
141. Tuvalu (9 décembre 2002)
142. Kiribati (24 février 2003)
143. Albanie (23 juin 2003)
144. Canada (7 novembre 2003)
145. Lituanie (12 novembre 2003)
146. Danemark (16 novembre 2004)
147. Lettonie (23 décembre 2004)
148. Burkina Faso (25 janvier 2005)
149. Estonie (26 août 2005)
150. Bélarus (30 août 2006)
151. Nioué (11 octobre 2006)
152. Monténégro (23 octobre 2006)
153. République de Moldova (6 février 2007)
154. Lesotho (31 mai 2007)
155. Maroc (31 mai 2007)
156. Congo (9 juillet 2008)
157. Libéria (25 septembre 2008)
158. Suisse (1<sup>er</sup> mai 2009)
159. République dominicaine (10 juillet 2009)
160. Tchad (14 août 2009)
161. Malawi (28 septembre 2010)
162. -aïlande (15 mai 2011)
163. Équateur (24 septembre 2012)
164. Eswatini (24 septembre 2012)
165. Timor-Leste (8 janvier 2013)
166. Niger (7 août 2013)
167. État de Palestine (2 janvier 2015)
168. Azerbaïdjan (16 juin 2016)

b) Accord relatif à l'application de la partie XI de la Convention

- |   |   |
|---|---|
| 1. Kenya (29 juillet 1994)  | 47. Géorgie (21 mars 1996)  |
| 2. Macédoine du Nord (19 août 1994)   | 48. France (11 avril 1996)  |
| 3. Australie (5 octobre 1994)   | 49. Arabie saoudite (24 avril 1996)                                       |
| 4. Allemagne (14 octobre 1994)  | 50. Slovaquie (8 mai 1996)  |
| 5. Belize (21 octobre 1994)   | 51. Bulgarie (15 mai 1996)  |
| 6. Maurice (4 novembre 1994)  | 52. Myanmar (21 mai 1996)   |
| 7. Singapour (17 novembre 1994)   | 53. Chine (7 juin 1996)   |
| 8. Sierra Leone (12 décembre 1994)  | 54. Algérie (11 juin 1996)  |
| 9. Seychelles (15 décembre 1994)  | 55. Japon (20 juin 1996)  |
| 10. Liban (5 janvier 1995)  | 56. Finlande (21 juin 1996)   |
| 11. Italie (13 janvier 1995)  | 57. Irlande (21 juin 1996)  |
| 12. Îles Cook (15 février 1995)   | 58. République tchèque (21 juin 1996)                                     |
| 13. C1P802.131 0 T1 0 Td 1 0 ie (5 T1 8 (v)-3 (r)-5.9 (i)-5 (l 1995))TJ /Span<A actualText<FEFF0009>>> BDC -2.547 -1.235 Td ( )Tj EMC | 59. Norvège (21 juin 1996)  |
|   | 60. Suède (25 juin 1996)  |
|   | 61. Italie (25 juin 1996)   |
|   | 62. Pays-Bas (28 juin 1996)   |
|   | 63. Panama (1 <sup>er</sup> juillet 1996)                                 |
|   | 64. Mauritanie (17 juillet 1996)  |
|   | 65. Nouvelle-Zélande (19 juillet 1996)                                    |
|   | 66. Haïti (31 juillet 1996)   |
|   | 67. Mongolie (13 août 1996)   |
|   | 68. Palaos (30 septembre 1996)  |
|   | 69. Malaisie (14 octobre 1996)  |
|   | 70. Brunéi Darussalam (5 novembre 1996)                                   |
|   | 71. Roumanie (17 décembre 1996)   |
|   | 72. Papouasie-Nouvelle-Guinée (14 janvier 1997)                           |
|   | 73. Espagne (15 janvier 1997)   |
|   | 74. Guatemala (11 février 1997)   |
|   | 75. Oman (26 février 1997)  |
|   | 76. Pakistan (26 février 1997)  |
|   | 77. Fédération de Russie (12 mars 1997)                                   |
|   | 78. Mozambique (13 mars 1997)   |
|   | 79. Îles Salomon (23 juin 1997)   |
|   | 80. Guinée équatoriale (21 juillet 1997)                                  |
|   | 81. Philippines (23 juillet 1997)   |
|   | 82. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (25 juillet 1997) |
|   | 83. Chili (25 août 1997)  |
|   | 84. Bénin (16 octobre 1997)   |
|   | 85. Portugal (3 novembre 1997)  |
|   | 86. Afrique du Sud (23 décembre 1997)                                     |
|   | 87. Gabon (11 mars 1998)  |
|   | 88. Union européenne (1 <sup>er</sup> avril 1998)                         |
|   | 89. République démocratique populaire lao (5 juin 1998)                   |
|   | 90. République-Unie de Tanzanie (25 juin 1998)                            |
- [6 septembre 1995]
- |   |
|---|
| 42. Jordanie (27 novembre 1995)               |
| 43. Argentine (1 <sup>er</sup> décembre 1995) |
| 44. Nauru (23 janvier 1996)                   |
| 45. République de Corée (29 janvier 1996)     |
| 46. Monaco (20 mars 1996)                     |

- 91. Suriname (9 juillet 1998)
- 92. Népal (2 novembre 1998)
- 93. Belgique (13 novembre 1998)
- 94. Pologne (13 novembre 1998)
- 95. Ukraine (26 juillet 1999)
- 96. Vanuatu (10 août 1999)
- 97. Nicaragua (3 mai 2000)
- 98. Indonésie (2 juin 2000)
- 99. Maldives (7 septembre 2000)
- 100. Luxembourg (5 octobre 2000)
- 101. Lcng la des4 (h(2 7j)10 (ui)-5 (l)-5.9 (iet 10001)

101. Laagua3 (a)-8 (ec-5.9 (a ).9 (or(2 2ao)11 (û)12 (t 10001)))]TJ /Span<</ActualText<FEFF0009>>> BDC -2.547 -1.241 Td ( )Tj

101. Lovw8 (em351712 (t 1(2 jo)11 . (û)1219 (t)10002)))]TJ /Span<</ActualText<FEFF0009>>> BDC -2.547 -1.241 Td ( )Tj

101. Laim4 (ésni (9 jd351s-8 (bcm)10.1 (b)1219 (t)13 (e 20002)))]TJ /Span<</ActualText<FEFF0009>>> BDC -2.547 -1.241 Td ( )Tj

CvMC3\* rIF5 T\* i<<FEFf81998]]TJ /5as-8 (eep11 (t)6 (om)10.(b)12 (r)13 (e264008))5J /-0.2 7aTw Sp0.0309RT21F(cctualText<FEFf

30. Malte (11 novembre 2001)
- 31.

### 3. Déclarations des États

#### a) Togo : Déclaration au titre de l'article 287, 12 avril<sup>5</sup>2019

Conformément à l'article 287, les États parties à cette Convention ont la liberté de choisir, par voie de déclaration écrite, un ou plusieurs des moyens suivants pour le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention :

- a) le Tribunal international du droit de la mer (TIDM) constitué conformément à l'annexe VI;
- b) la Cour internationale de Justice (CIJ);
- c) un tribunal arbitral constitué conformément à l'annexe VII;
- d) un tribunal arbitral spécial, constitué conformément à l'annexe VIII, pour une ou plusieurs des catégories de différends qui y sont spécifiés.

Pour des raisons qui lui sont personnelles, la République togolaise, conformément à l'article susmentionné, déclare qu'elle choisit les moyens ci-après pour le règlement des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention, sans toutefois spécifier si l'un des moyens prévaut sur l'autre :

- i) le Tribunal international du droit de la mer;
- ii) la Cour internationale de Justice.

#### b) Togo : Déclaration au titre de l'article 298, 12 avril<sup>6</sup>2019

Aux termes de l'article 298 de cette Convention, un État partie peut, sans préjudice des obligations découlant de la section 1, déclarer par écrit qu'il n'accepte pas une ou plusieurs des procédures de règlement des différends prévues à la section 2.

Pour sa part, la République togolaise déclare qu'elle n'accepte aucune des procédures prévues à la section 2 de la partie XV en ce qui concerne les catégories de différends visés au paragraphe 1, alinéas b et c dudit article relatifs, respectivement, à des activités militaires et aux différends pour lesquels le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies exerce ses fonctions.

---

<sup>5</sup> Voir notifications dépositaires C.N.101.1985.TREATIES-8 du 2 mai 1985 (Notification : Togo) et C.N.143.2019.TREATIES-XXI.6 (Déclarations en vertu des articles 297 et 298) du 12 avril 2019.

<sup>6</sup> Ibid.

## II. INFORMATIONS JURIDIQUES RELATIVES À LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

T

### 1. Belize

Loi (modificative) de 2019 sur les zones maritimes

#### TABLE DES MATIÈRES

1. Titre abrégé
2. Modification de l'article 3
3. Modification de l'article 7

N° 7 de 2019

Le Gouverneur général, Sir Colville N. Young, donne son accord, le 22 mai 2019, à une loi portant modi



la délimitation de la mer territoriale sera, si possible, effectuée d'un commun accord entre le Belize et l'État adjacent, étant entendu qu'à défaut d'accord, la ligne d'équidistance constituera la limite extérieure de la mer territoriale. »

Modification de l'article 7

3. L'article 7 de la loi principale est ainsi modifié : les alinéas 3 et 4 sont abrogés.

## 2. Chypre

Noti cation faite par le Ministre des a aires étrangères de la République de Chypre en application de l'article 3, paragraphe 3, des lois sur la zone économique exclusive et sur le plateau continental [consolidation des lois 64(1)/2004 et 97(1)/2014], 6 mǎi 2019

Le Ministre des a aires étrangères, exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés par les dispositions du paragraphe 3 de l'article 3 de la loi relative à la zone économique exclusive et au plateau continental, fait sa voir par la présente que les limites nord et nord-ouest de la zone économique exclusive de la République de Chypre, telles que déterminées selon la méthode de la ligne médiane, conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 3 de ladite législation, sont dé nies par les coordonnées géographiques des points 1 à 177 qui sont précisées dans l'annexe ci-dessous.

Conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 5A de cette législation, les limites du pla teau continental de la République de Chypre sont les mêmes que les limites de sa zone économique exclusive.

Les limites mentionnées ci-dessus peuvent être modi ées par un ou des accords conclus avec les (v)8 (e)-4



III.

B. I • : N • C • S 'O -  
N U M 'I • ,



#### IV. AUTRES INFORMATIONS RELATIVES AU DROIT DE LA MER

A. L'Annexe I, V, VII, VIII, C, et D de la Convention

1.





État partie	Nominations	Date du dépôt de la notation auprès du Secrétaire général
Ghana	M. Thomas A. Mensah, juge, conciliateur et arbitre (ancien juge et président du Tribunal international du droit de la mer)	30 mai 2013
	M. Martin Tsamenyi, professeur de droit à l'Université de Wollongong (Australie) et directeur du Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité, conciliateur et arbitre	30 mai 2013
Guatemala	M. Lesther Antonio Ortega Lemus, ministre conseiller, conciliateur et arbitre	26 mars 2014
Indonésie	M. Hasjim Djalal, professeur, conciliateur et arbitre	3 août 2001
	Mme Etty Roesmaryati Agoes, SH, LLM, conciliatrice et arbitre	3 août 2001
	M. Sudirman Saad, DH, M. Hum, conciliateur et arbitre	3 août 2001
	M. Kresno Bruntoro, SH, LLM, capitaine de corvette, conciliateur et arbitre	3 août 2001
Islande	M. Gudmundur Eiriksson, ambassadeur, conciliateur et arbitre	13 septembre 2013
	M. Tomas H. Heidar, conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères, conciliateur et arbitre	13 septembre 2013
Italie	M. Umberto Leanza, professeur, conciliateur et arbitre	21 septembre 1999
	M. Luigi Vittorio Ferraris, ambassadeur, conciliateur	21 septembre 1999
	M. Giuseppe Jacoangeli, ambassadeur, conciliateur	21 septembre 1999
	M. Tullio Scovazzi, professeur, arbitre	21 septembre 1999
	M. Paolo Guido Spinelli, ancien chef du service des affaires juridiques des di érends diplomatiques et des accords internationaux du Ministère italien des affaires étrangères, conciliateur	28 juin 2011
	M. Maurizio Maresca, arbitre	28 juin 2011
	M. Tullio Treves, arbitre	28 juin 2011
Japon	M. Hisashi Owada, juge de la Cour internationale de Justice, arbitre	28 septembre 2000
	M. Nisuke Ando, professeur émérite de l'Université de Kyoto (Japon), arbitre	28 septembre 2000
	M. Shunji Yanai, juge, président du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	14 octobre 2013
	M. Masaharu Yanagihara, professeur à l'Université ouverte du Japon, conciliateur et arbitre	25 septembre 2017
	M. Shigeki Sakamoto, professeur à l'Université Doshisha, arbitre	25 septembre 2017
Liban	M. Joseph Akl, juge du Tribunal international du droit de la mer, arbitre	31 janvier 2014
Madagascar	M. Francis Zandrandremitamahoaka Marson, arbitre	6 avril 2018
	Mme Leonide Ylenia Randrianarisoa, conciliatrice et arbitre	6 avril 2018
	M. Pablo Ferrara, arbitre	6 avril 2018
	M. Ioannis Konstantinidis, arbitre	6 avril 2018
	M. Jean Baptiste Beresaka, conciliateur	6 avril 2018
	M. Charles Sylvain Rabotoarison, conciliateur	6 avril 2018
	M. Dominique Jean Olivier Rakotozafy, conciliateur	6 avril 2018
Maurice	M. Dheerendra Kumar Dabee, GOSK, SC, solliciteur général, arbitre	5 novembre 2014
	M. Milan J. N. Meetarbhan, GOSK, ambassadeur, représentant permanent de Maurice, arbitre	5 novembre 2014
	Mme Aruna Devi Narain, conseillère parlementaire, arbitre	5 novembre 2014
	M. Philippe Sands, QC, professeur, arbitre	5 novembre 2014

État partie	Nominations	Date du dépôt de la notation auprès du Secrétaire général
Mexique	M. Alberto Székely Sánchez, ambassadeur, conseiller spécial du Secrétaire aux affaires relatives aux eaux internationales, arbitre	9 décembre 2002
	M. Alonso Gómez Robledo Verduzco, chercheur à l'Institut de recherche juridique de l'Université autonome nationale de Mexico, membre du Comité juridique interaméricain de l'Organisation des États américains, arbitre	9 décembre 2002
	M. Agustín Rodríguez Malpica Esquivel, capitaine de frégate, JN LD DEM, chef du groupe juridique du secrétariat de la Marine, arbitre	9 décembre 2002
	M. Juan Jorge Quiroz Richards, lieutenant de frégate, SJN LD, secrétariat de la Marine, arbitre	9 décembre 2002
	M. José Luis Vallarta Marrón, ambassadeur, ancien Représentant permanent du Mexique auprès de l'Autorité internationale des fonds marins, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Alejandro Sobarzo, membre de la délégation nationale auprès de la Cour permanente d'arbitrage, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Joel Hernández García, conseiller juridique adjoint du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 décembre 2002
	M. Erasmo Lara Cabrera, directeur de droit international III, conseiller juridique du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 décembre 2002
Mongolie	M. Rüdiger Wolfrum, professeur, arbitre	22 février 2005
	M. Jean-Pierre Cot, professeur, arbitre	22 février 2005
Norvège	Mme Hilde Indreberg, juge de la Cour suprême, conciliatrice et arbitre	10 août 2017
	M. Henrik Bull, juge de la Cour suprême, conciliateur et arbitre	10 août 2017
	M. Rolf Einar Fife, ambassadeur de Norvège en France, conciliateur et arbitre	10 août 2017
	Mme Margit Tveiten, directrice générale, Ministère norvégien des affaires étrangères, conciliatrice et arbitre	10 août 2017
Nouvelle-Zélande	Mme Elana Geddis, avocate plaidante, ancienne conseillère juridique au Ministère des affaires étrangères et du commerce, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
	M. Donald McKay, consultant indépendant et professeur au Centre national australien pour les ressources océaniques et la sécurité de l'Université de Wollongong, ancien chef de la division juridique du Ministère des affaires étrangères et du commerce et ancien ambassadeur auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et à Genève, conciliateur et arbitre	31 mai 2019
	Mme Joanna Mossop, professeure associée à la faculté de droit de l'Université Victoria de Wellington, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
	Mme Penelope Ridings, Officier de l'Ordre du mérite de la Nouvelle-Zélande, avocate plaidante, ancienne directrice de la Division juridique du Ministère des affaires étrangères et du commerce, conciliatrice et arbitre	31 mai 2019
Pays-Bas	M. E. Hey, arbitre	9 février 1998
	M. A. Soons, professeur, arbitre	9 février 1998
	Mme Liesbeth Lijnzaad, professeure, conseillère juridique du Ministère des affaires étrangères, conciliatrice et arbitre	14 février 2017
	M. Alex Oude Elferink, professeur, directeur de l'Institut néerlandais pour le droit de la mer, arbitre	14 février 2017
	M. René Lefeber, professeur, conseiller juridique adjoint du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	14 février 2017
Pologne	M. Janusz Symonides, conciliateur et arbitre	14 mai 2004
	M. Stanislaw Pawlak, conciliateur et arbitre	14 mai 2004
	Mme Maria Dragun-Gertner, conciliatrice et arbitre	14 mai 2004

État partie	Nominations	Date du dépôt de la notification auprès du Secrétaire général
Portugal	M. José Manuela Pureza, professeur, conciliateur	5 octobre 2011
	M. João Madureira, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Mateus Kowalski, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Tiago Pitta e Cunha, conciliateur	5 octobre 2011
	M. Nuno Sérgio Marques Antunes, professeur, arbitre	5 octobre 2011
République de Corée	M. Jin-Hyun Paik, professeur, conciliateur et arbitre	14 février 2013
République tchèque	M. Václav Mikulka, conciliateur et arbitre	27 mars 2014
République-Unie de Tanzanie	M. James Kateka, ambassadeur, juge du Tribunal international du droit de la mer, conciliateur et arbitre	18 septembre 2013
Roumanie	M. Bogdan Aurescu, secrétaire d'État auprès du Ministre des affaires étrangères, membre de la Cour permanente d'arbitrage, arbitre	2 octobre 2009
	M. Cosmin Dinescu, directeur général des affaires juridiques du Ministère des affaires étrangères, arbitre	2 octobre 2009
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Sir Michael Wood, conciliateur et arbitre	2 novembre 2010
	Sir Elihu Lauterpacht, QC, conciliateur et arbitre	19 février 1998, 2 novembre 2010
	M. Vaughan Lowe, QC, professeur, conciliateur et arbitre	2 novembre 2010
	M. David Anderson, conciliateur et arbitre	14 septembre 2005, 2 novembre 2010
Singapour	M. S. Jayakumar, professeur de droit à l'Université nationale de Singapour, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Tommy Koh, professeur de droit à l'Université nationale de Singapour, ambassadeur itinérant, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Chan Sek Keong, juge en chef à la retraite, ancien procureur général, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
	M. Lionel Yee Woon Chin, solliciteur général, conciliateur et arbitre	5 avril 2016
Slovaquie	M. Marek Smid, département de droit international du Ministère des affaires étrangères, conciliateur	9 juillet 2004
	M. Peter Tomka, juge de la Cour internationale de Justice	9 juillet 2004

emn (e 6004)TJ -40.0

État partie	Nominations	Date du dépôt de la notation auprès du Secrétaire général
Thaïlande	M. Kriangsak Kittichaisaree, ambassadeur du Royaume de Thaïlande en Fédération de Russie, conciliateur et arbitre	24 juillet 2017
Trinité-et-Tobago	M. Cecil Bernard, juge de la Cour industrielle de la République de Trinité-et-Tobago, arbitre	17 novembre 2004

## 2. Liste d'experts dans le domaine de la navigation, y compris la pollution par les navires ou par immersion, désignés en application de l'article 2 de l'annexe VIII de la Convention

Conformément aux articles 2 et 3 de l'annexe VIII de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, entrée en vigueur le 16 novembre 1994, l'Organisation maritime internationale (OMI) établit une liste d'experts dans le domaine de la navigation, y compris la pollution par les navires ou par immersion, aux fins précisées dans l'article 3 de l'annexe VIII de la Convention, qui a trait à l'arbitrage spécial. Les noms des ex



État partie	Nominations
Guatemala	M. Lesther Antonio Ortega Lemus, ministre conseiller, Représentant permanent suppléant de la République du Guatemala auprès de l'Organisation maritime internationale
Guinée	M. Chérif Mohamed Lamine Camara, docteur ès sciences techniques des pêches de la Direction nationale de la pêche et de l'aquaculture
Hongrie	M. Tamás Marton, capitaine, chef du département de la navigation maritime et uviale du Ministère du développement national M. Róbert Kojnok, capitaine, chef de la division de la navigation du bureau des routes, des chemins de fer et des transports maritimes de l'autorité nationale des transports
Îles Cook	M. Ned Howard, directeur de la Marine du Ministère des transports des Îles Cook M. Hugh M. Munro, capitaine, gre er adjoint/conseiller technique, registre maritime des Îles Cook
Italie	M. Umberto Leanza, professeur à l'Université de Rome, chef du service du contentieux du Ministère italien des a aires étrangères M. Luigi Sico, professeur
Lettonie	M. Raitis Murnieks, directeur du département de la sécurité maritime de l'administration maritime de la Lettonie M. Aigars Krastins, enquêteur pour les accidents maritimes du bureau d'enquête sur les incidents et accidents de transport
Lituanie	M. Robertinas Tarasevi ius, directeur adjoint de l'administration lituanienne de sécurité maritime M. Linas Kasparavi ius, chef de la division de la sécurité maritime de l'administration lituanienne de sécurité maritime
Luxembourg	M. Robert Biver, commissaire du gouvernement aux a aires maritimes M. Joël Mathieu, conseiller technique auprès du commissariat aux a aires maritimes
Madagascar	M. Adonis Tafangy, juriste maritime, responsable du service de l'environnement de l'agence portuaire, maritime et uviale de Madagascar
Maldives	M. Hussein Shareef, directeur adjoint du Ministère des transports et de l'aviation civile M. Mahdhy Imad, sous-directeur général de l'autorité portuaire des Maldives
Mexique	M. Julian Hernández Ahuacatitla, capitaine, directeur de la navigation de la direction générale de la marine marchande, secrétariat des communications et des transports Mme Elizabeth Velasco Hernández, direction de la protection du milieu marin de la sous-direction générale de l'océanographie et de l'hydrographie
Mozambique	M. Mário Guilherme, capitaine, directeur des services de protection et de lutte contre la pollution maritime M. Domingos Pedro Gomes, directeur des services de protection des navires et des installations portuaires
Nicaragua	M. Gerardo Roberto Fornos Mendoza, capitaine de frégate, DEMN M. José Vicente Laguna Medina, capitaine de corvette
Nigéria	M. Sunday N. Umoren, capitaine, chef du département de la sécurité maritime et des normes pour les gens de mer Mme Felicia Mogo, directrice adjointe du département de la gestion du milieu marin
Norvège	M. Jens Henning Kofoed, conseiller, Direction maritime de la Norvège M. Atle Fretheim, sous-directeur général, Ministère royal de l'environnement
Ouganda	M. S. A. K. Magezi, département de météorologie, Ministère des ressources naturelles, Kampala M. J. T. Wambede, département de météorologie, Ministère des ressources naturelles, Kampala
Pakistan	M. Muhammad Aslam Shaheen, capitaine, hydrographe en chef, direction des ports et des transports maritimes, Karachi M. Shaukat Ali, capitaine, conservateur adjoint, Karachi Port Trust





État partie	Nominations
Slovénie	M. Tomo Borovnicar, chef du contrôle par l'État du port de l'administration maritime slovène, Ministère des transports de la République de Slovénie M. Primož Bajec, capitaine, chef du service de tra c maritime et du centre de coordination des sauvetages maritimes, administration maritime slovène du Ministère des transports de la République de Slovénie
Suriname	M. E. Fitz-Jim, expert en matière de navigation M. W. Palman, expert en matière de navigation
Suède	M. Johan Schelin, professeur associé de droit privé
Togo	M. Alfa Lebgaza, administrateur des a ires maritimes, directeur des a ires maritimes du Ministère togolais des transports M. Koté Djahlin, inspecteur de la sécurité et de la navigation maritime, o cier chargé du contrôle des navires par l'État du port
Uruguay	M. Miguel A. Fleitas, capitaine de vaisseau M. Javier Bermúdez, capitaine de vaisseau
Vietnam	M. Vu The Quang, directeur du département juridique de l'administration maritime du Vietnam Mme Tran Thi Tu Anh, directrice adjointe du département des sciences, des technologies et de l'environnement de l'administration maritime du Vietnam
Zambie	M. John Chibale Mwape M. Gerald Siliya

B. D 'A



Numéro de notation zone maritime	État	Articles de la Convention
M.Z.N.36.2000.LOS du 18 septembre 2000	Australie	12, 16.2
M.Z.N.37.2000.LOS du 29 septembre 2000	Chili	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.38.2001.LOS du 8 juin 2001	Norvège	16.2
M.Z.N.39.2002.LOS du 20 juin 2002	Norvège	16.2
M.Z.N.40.2002.LOS du 20 septembre 2002	Norvège	16.2
M.Z.N.41.2002.LOS du 8 octobre 2002	Papouasie-Nouvelle-Guinée	47.9
M.Z.N.42.2002.LOS du 4 décembre 2002	Pays-Bas	16.2
M.Z.N.43.2002.LOS du 13 décembre 2002	Madagascar	16.2
M.Z.N.44.2003.LOS du 7 mai 2003	Seychelles	75.2, 84.2
M.Z.N.45.2003.LOS du 3 décembre 2003	Norvège	16.2
M.Z.N.46.2004.LOS du 12 mars 2004	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	75.2
M.Z.N.47.2004.LOS du 20 avril 2004	Chypre	75.2
M.Z.N.48.2004.LOS du 27 mai 2004	Brésil	16.2
M.Z.N.49.2004.LOS du 27 mai 2004	Trinité-et-Tobago	16.2, 47.9
M.Z.N.50.2004.LOS du 30 août 2004	Brésil	75.2
M.Z.N.51.2004.LOS du 17 septembre 2004	Chine	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.52.2004.LOS du 9 décembre 2004	Viet Nam	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.53.2005.LOS du 20 avril 2005	Norvège	16.2
M.Z.N.54.2005.LOS du 8 septembre 2005	Lettonie	16.2, 75.2
M.Z.N.55.2005.LOS du 8 septembre 2005	Croatie	75.2
M.Z.N.56.2006.LOS du 8 mars 2006	Nouvelle-Zélande	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.57.2006.LOS du 7 avril 2006	Lituanie	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.58.2006.LOS du 25 avril 2006	Kenya	16.2, 75.2
M.Z.N.59.2006.LOS du 6 septembre 2006	Irlande	75.2
M.Z.N.60.2007.LOS du 17 décembre 2007	Fidji	16.2, 47.9, 75.2
M.Z.N.61.2008.LOS du 14 mars 2008	Japon	16.2
M.Z.N.62.2008.LOS du 24 juin 2008	Palaos	75.2
M.Z.N.63.2008.LOS du 27 juin 2008	Maurice	16.2, 47.9
M.Z.N.64.2008.LOS du 23 décembre 2008	Myanmar	16.2
M.Z.N.65.2008.LOS du 23 décembre 2008	Bahamas	47.9
M.Z.N.66.2009.LOS du 10 mars 2009	Émirats arabes unis	16.2
M.Z.N.67.2009.LOS du 25 mars 2009	Indonésie	47.9
M.Z.N.68.2009.LOS du 31 mars 2009	Seychelles	16.2, 47.9, 75.2, 84.2
M.Z.N.69.2009.LOS du 21 avril 2009	Philippines	47.9
M.Z.N.70.2009.LOS du 8 juin 2009	Seychelles	16.2, 47.9
M.Z.N.71.2009.LOS du 8 juin 2009	Cuba	75.2
M.Z.N.72.2009.LOS du 8 juin 2009	Mexique	76.9
M.Z.N.73.2009.LOS du 26 octobre 2009	Irlande	76.9
M.Z.N.74.2009.LOS du 18 décembre 2009	France	75.2
M.Z.N.75.2009.LOS du 22 décembre 2009	Grenade	16.2, 47.9
M.Z.N.76.2010.LOS du 17 février 2010	Inde	16.2

Numéro de notation zone maritime	État	Articles de la Convention
M.Z.N.77.2010.LOS du 25 mars 2010	Arabie saoudite	16.2
M.Z.N.78.2010.LOS du 20 juillet 2010	Vanuatu	16.2, 47.9
M.Z.N.79.2010.LOS du 24 août 2010	Liban	75.2
M.Z.N.79.2010.LOS.Add.1 du 9 novembre 2010	Liban	75.2
M.Z.N.80.2010.LOS du 6 décembre 2010	France	75.2
M.Z.N.81.2011.LOS du 3 mai 2011	France	16.2, 75.2
M.Z.N.82.2011.LOS du 9 mai 2011	Comores	47.9
M.Z.N.83.2011.LOS du 9 mai 2011	Iraq	16.2
M.Z.N.84.2011.LOS du 13 juillet 2011	Lettonie	16.2
M.Z.N.85.2011.LOS du 14 novembre 2011	Liban	75.2
M.Z.N.86.2012.LOS du 3 juillet 2012	France	75.2
M.Z.N.87.2012.LOS du 3 juillet 2012	France	75.2
M.Z.N.88.2012.LOS du 17 juillet 2012	Philippines	76.9
M.Z.N.88.2012.LOS.Add.1 du 8 mars 2018	Philippines	76.9, 84.2
M.Z.N.89.2012.LOS du 21 septembre 2012	Chine	16.2
M.Z.N.90.2012.LOS du 10 octobre 2012	Équateur	16.2, 75.2
M.Z.N.91.2012.LOS du 8 novembre 2012	Maurice et Seychelles	84.2
M.Z.N.92.2012.LOS du 9 novembre 2012	Australie	76.9, 84.2
M.Z.N.93.2013.LOS du 7 janvier 2013	République-Unie de Tanzanie	16.2
M.Z.N.94.2013.LOS du 22 février 2013	France	75.2
M.Z.N.95.2013.LOS du 12 juin 2013	France	16.2
M.Z.N.96.2013.LOS du 13 août 2013	Îles Cook	75.2, 84.2
M.Z.N.97.2013.LOS du 4 septembre 2013	Fédération de Russie	75.2
M.Z.N.98.2013.LOS du 4 septembre 2013	Tuvalu	16.2, 47.9, 75.2, 84.2
M.Z.N.99.2013.LOS du 11 octobre 2013	Nicaragua	16.2
M.Z.N.100.2014.LOS du 4 février 2014	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	75.2, 84.2
M.Z.N.101.2014.LOS du 4 février 2014	France	16.2
M.Z.N.102.2014.LOS du 29 avril 2014	Nioué	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.103.2014.LOS du 26 juin 2014	Belgique	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.104.2014.LOS du 30 juin 2014	Îles Cook	75.2, 84.2
M.Z.N.105.2014.LOS du 30 juin 2014	Îles Cook	75.2, 84.2
M.Z.N.106.2014.LOS du 3 juillet 2014	Somalie	16.2, 75.2
M.Z.N.107.2014.LOS du 4 août 2014	Îles Cook	75.2
M.Z.N.108.2014.LOS du 22 septembre 2014	Saint-Vincent-et-les Grenadines	16.2, 47.9
M.Z.N.109.2014.LOS du 3 décembre 2014	France	16.2
M.Z.N.110.2014.LOS du 19 décembre 2014	Nioué	75.2, 84.2
M.Z.N.111.2015.LOS du 2 janvier 2015	Kiribati	16.2, 47.9, 75.2
M.Z.N.112.2015.LOS du 7 janvier 2015	Yémen	16.2
M.Z.N.113.2015.LOS du 12 mars 2015	Fidji	16.2, 47.9
M.Z.N.114.2015.LOS du 11 avril 2015	Brésil	16.2, 75.2
M.Z.N.115.2015.LOS du 11 août 2015	Guyana	16.2

Numéro de notation zone maritime	État	Articles de la Convention
M.Z.N.116.2015.LOS du 14 août 2015	Samoa	16.2
M.Z.N.117.2015.LOS du 9 novembre 2015	France	16.2
M.Z.N.118.2016.LOS du 7 avril 2016	Bangladesh	16.2
M.Z.N.119.2016.LOS du 26 avril 2016	Côte d'Ivoire	16.2, 75.2
M.Z.N.120.2016.LOS du 3 mai 2016	Îles Marshall	16.2, 47.9, 75.2, 84.2
M.Z.N.121.2016.LOS du 2 juin 2016	Fédération de Russie	76.9
M.Z.N.122.2016.LOS du 11 août 2016	Pakistan	76.9, 84.2
M.Z.N.123.2016.LOS du 28 octobre 2016	Koweït	16.2
M.Z.N.124.2016.LOS du 21 novembre 2016	Fédération de Russie	76.9
M.Z.N.125.2017.LOS du 8 février 2017	Qatar	16.2
M.Z.N.126.2017.LOS du 21 mars 2017	Équateur	75.2, 84.2
M.Z.N.127.2017.LOS du 12 avril 2017	Soudan	16.2
M.Z.N.128.2017.LOS du 25 août 2017	France	16.2, 75.2
M.Z.N.129.2017.LOS du 17 août 2017	États fédérés de Micronésie	75.2
M.Z.N.130.2017.LOS du 1 <sup>er</sup> septembre 2017	République de Corée	16.2
M.Z.N.131.2017.LOS du 6 juin 2018	Suriname	16.2, 76.9, 84.2
M.Z.N.132.2017.LOS du 8 mars 2018	France	16.2
M.Z.N.133.2018.LOS du 8 mars 2018	République du Congo	16.2, 75.2
M.Z.N.134.2018.LOS du 26 avril 2018	Samoa	16.2
M.Z.N.135.2018.LOS du 17 avril 2018	Algérie	75.2
M.Z.N.136.2018.LOS du 26 avril 2018	Vanuatu	75.2, 84.2
M.Z.N.137.2018.LOS du 26 avril 2018	Îles Salomon	75.2, 84.2
M.Z.N.138.2018.LOS du 29 juin 2018	Ghana	16.2, 75.2, 84.2
M.Z.N.139.2018.LOS du 31 août 2018	Espagne	75.2
M.Z.N.140.2018.Rev. LOS du 18 décembre 2018	Nouvelle-Zélande	76.9, 84.2
M.Z.N.141.2018.LOS du 18 décembre 2018	Nicaragua	16.2
M.Z.N.142.2019.LOS du 26 février 2019	France	16.2, 75.2
M.Z.N.143.2019.LOS du 8 avril 2019	Australie	16.2
M.Z.N.144.2019.LOS du 7 mai 2019	République de Chypre	75.2, 84.2
M.Z.N.145.2019.LOS du 26 juin 2019	Panama	16.2

Noti cation	Demande
CLCS.01.2001.LOS du 20 décembre 2001	Fédération de Russie
CLCS.1.REV.2013.LOS du 4 mars 2013	Fédération de Russie : demande partielle révisée concernant la mer d'Okhotsk
CLCS.1.REV.2015.LOS du 4 août 2015	Fédération de Russie : demande partielle révisée concernant l'océan Arctique
CLCS.02.2004.LOS du 21 mai 2004	Brésil
CLCS.2.REV.2015.LOS du 24 avril 2015	Brésil : demande partielle révisée concernant sa région méridionale
CLCS.2.REV2.2017.LOS du 11 septembre 2017	Brésil : demande partielle révisée présentée par le Brésil concernant sa marge équatoriale
CLCS.2.REV3.2018.LOS du 12 décembre 2018	Brésil : demande partielle révisée présentée par le Brésil concernant ses marges orientale et méridionale
CLCS.03.2004.LOS du 15 novembre 2004	Australie
CLCS.04.2005.LOS du 25 mai 2005	Irlande : plaine abyssale de Porcupine
CLCS.05.2006.LOS du 21 avril 2006	Nouvelle-Zélande
CLCS.06.2006.LOS du 19 mai 2006	Demande conjointe présentée par l'Espagne, la France, l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : zone de la mer Celtique et du golfe de Gascogne
CLCS.07.2006.LOS du 21 décembre 2006	Norvège : nord-est de l'océan Atlantique et Arctique
CLCS.08.2007.LOS du 29 mai 2007	France : zones de la Guyane et de la Nouvelle-Calédonie
CLCS.09.2007.LOS du 17 décembre 2007	Mexique : polygone ouest dans le golfe du Mexique
CLCS.10.2008.LOS du 8 mai 2008	Barbade
CLCS.10.REV.2011.LOS du 26 juillet 2011	Barbade : demande révisée
CLCS.11.2008.LOS du 12 mai 2008	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : île de l'Ascension
CLCS.12.2008.LOS du 25 juin 2008	Indonésie : nord-ouest de l'île de Sumatra
CLCS.13.2008.LOS du 19 novembre 2008	Japon
CLCS.14.2008.LOS du 12 décembre 2008	Demande conjointe présentée par la République de Maurice et la République des Seychelles : région du plateau des Mascareignes
CLCS.15.2008.LOS du 23 décembre 2008	Suriname
CLCS.16.2008.LOS du 23 décembre 2008	Myanmar
CLCS.17.2009.LOS du 19 février 2009	France : zones des Antilles françaises et des îles Kerguelen
CLCS.18.2009.LOS du 25 mars 2009	Yémen : sud-est de l'île de Socotra
CLCS.19.2009.LOS du 31 mars 2009	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
CLCS.20.2009.LOS du 31 mars 2009	Irlande : zone de Hatton-Rockall
CLCS.21.2009.LOS du 21 avril 2009	Uruguay
CLCS.22.2009.LOS du 21 avril 2009	Philippines : région de Benham Rise
CLCS.23.2009.LOS du 28 avril 2009	Îles Cook : plateau de Manihiki
CLCS.24.2009.LOS du 28 avril 2009	Fidji
CLCS.25.2009.LOS du 1 <sup>er</sup> mai 2009	Argentine

<sup>5</sup> Les notations plateau continental peuvent être consultées en anglais et en français à [https://www.un.org/depts/los/clcs\\_new/commission\\_submissions.htm](https://www.un.org/depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm).

Noti cation	Demande
CLCS.26.2009.LOS du 28 avril 2009	Ghana
CLCS.27.2009.LOS du 30 avril 2009	Islande : zone du bassin d'Ægir et parties occidentale et méridionale de la dorsale de Reykjanes
CLCS.28.2009.LOS du 30 avril 2009	Danemark : nord des Îles Féroé
CLCS.29.2009.LOS du 4 mai 2009	Pakistan
CLCS.30.2009.LOS du 5 mai 2009	Norvège : Bouvet et Terre de la Reine-Maud
CLCS.31.2009.LOS du 5 mai 2009	Afrique du Sud : territoire continental de la République sud-africaine
CLCS.31.2013.LOS.Add.1 du 9 décembre 2013	Afrique du Sud : territoire continental de la République sud-africaine
CLCS.32.2009.LOS du 7 mai 2009	Demande conjointe présentée par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon concernant le plateau d'Ontonong Java
CLCS.33.2009.LOS du 7 mai 2009	Demande conjointe présentée par la Malaisie et le Viet Nam : partie sud de la mer de Chine méridionale
CLCS.34.2009.LOS du 7 mai 2009	Demande conjointe présentée par la France et l'Afrique du Sud : région de l'archipel Crozet et de l'Île-du-Prince-Edouard
CLCS.34.2009.LOS.Add 1 du 4 avril 2013	Demande conjointe présentée par la France et l'Afrique du Sud : région de l'archipel Crozet et de l'Île-du-Prince-Edouard
CLCS.35.2009.LOS du 11 mai 2009	Kenya
CLCS.36.2009.LOS du 11 mai 2009	Maurice : région de l'île Rodrigues
CLCS.37.2009.LOS du 11 mai 2009	Viet Nam : région septentrionale (VNM-N)
CLCS.38.2009.LOS du 11 mai 2009	Nigéria
CLCS.38.2009.LOS.Add 1 <sup>er</sup> décembre 2016	Nigéria
CLCS.39.2009.LOS du 11 mai 2009	Seychelles : région du plateau Nord
CLCS.40.2009.LOS du 13 mai 2009	France : île de la Réunion et les îles Saint-Paul et Amsterdam
CLCS.41.2009.LOS du 13 mai 2009	Palaos
CLCS.42.2009.LOS du 13 mai 2009	Côte d'Ivoire
CLCS.42.REV.2016.LOS du 20 avril 2016	Côte d'Ivoire
CLCS.43.2009.LOS du 13 mai 2009	Sri Lanka
CLCS.44.2009.LOS du 14 mai 2009	Portugal
CLCS.45.2009.LOS du 14 mai 2009	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : îles Falkland (Malvinas), la Géorgie du Sud et les îles Sandwich du Sud
CLCS.46.2009.LOS du 14 mai 2009	Tonga
CLCS.47.2009.LOS du 14 mai 2009	Espagne : zone de Galice
CLCS.48.2009.LOS du 14 mai 2009	Inde
CLCS.49.2009.LOS du 14 mai 2009	Trinité-et-Tobago
CLCS.50.2009.LOS du 14 mai 2009	Namibie
CLCS.51.2009.LOS du 8 juin 2009	Cuba
CLCS.52.2010.LOS du 7 juillet 2010	Mozambique
CLCS.53.2010.LOS du 28 juillet 2010	Maldives
CLCS.54.2010.LOS du 6 décembre 2010	Danemark : région du plateau Féroé-Rockall
CLCS.55.2011.LOS du 25 février 2011	Bangladesh
CLCS.56.2011.LOS du 29 avril 2011	Madagascar



Noti cation	Demande
CLCS.57.2011.LOS du 7 septembre 2011	Guyana
CLCS.58.2011.LOS du 19 décembre 2011	Mexique : polygone oriental du golfe du Mexique
CLCS.59.2012.LOS du 18 janvier 2012	République-Unie de Tanzanie
CLCS.60.2012.LOS du 13 avril 2012	Gabon
CLCS.61.2012.LOS du 15 juin 2012	Danemark : plateau continental au sud du Groenland
CLCS.62.2012.LOS du 13 décembre 2012	Demande conjointe présentée par les Tuvalu, la France et la Nouvelle-Zélande (Tokélaou) : zone de la ride de Robbie
CLCS.63.2012.LOS du 14 décembre 2012	Chine : une partie de la mer de Chine orientale
CLCS.64.2012.LOS du 28 décembre 2012	Kiribati
CLCS.65.2012.LOS du 28 décembre 2012	République de Corée
CLCS.66.2013.LOS du 27 juillet 2013	Nicaragua : sud-ouest de la mer des Caraïbes
CLCS.67.2013.LOS du 4 septembre 2013	États fédérés de Micronésie : atoll d'Eauripik
CLCS.68.2013.LOS du 6 décembre 2013	Danemark : plateau continental au nord-est du Groenland
CLCS.69.2013.LOS du 10 décembre 2013	Angola
CLCS.70.2013.LOS du 9 décembre 2013	Canada : océan Atlantique
CLCS.71.2014.LOS du 17 avril 2014	Bahamas
CLCS.72.2014.LOS du 17 avril 2014	France : Saint-Pierre-et-Miquelon
CLCS.73.2014.LOS du 24 avril 2014	Tonga : partie occidentale de la ride de Lau-Colville
CLCS.74.2014.LOS du 21 juillet 2014	Somalie
CLCS.74.2014.LOS.Rev.1 du 22 juillet 2015	Somalie
CLCS.75.2014.LOS du 25 septembre 2014	Demande conjointe présentée par Cabo Verde, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, la Mauritanie, le Sénégal et la Sierra Leone : zones de l'océan Atlantique au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest
CLCS.76.2014.LOS du 15 décembre 2014	Danemark : plateau continental au nord du Groenland
CLCS.77.2014.LOS du 17 décembre 2014	Espagne : région à l'ouest des îles Canaries
CLCS.78.2017.LOS du 26 octobre 2017	Oman
CLCS.79.2018.LOS du 6 avril 2018	France : Polynésie française
CLCS.80.2018.LOS du 21 septembre 2018	Demande conjointe présentée par la République du Bénin et la République togolaise
CLCS.81.2018.LOS du 23 octobre 2018	Libéria
CLCS.82.2019.LOS du 26 mars 2019	Maurice : région sud de l'archipel des Chagos
CLCS.83.2019.LOS du 11 avril 2019	Indonésie : région au nord de la Papouasie (atoll d'Eauripik)
CLCS.84.2019.LOS du 23 mai 2019	Canada : océan Arctique

1. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la Fédération de Russie le 20 décembre 2001, adoptées après modification le 27 juin 2002
2. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande présentée par le Brésil le 17 mai 2004, adoptées après modification le 4 avril 2007.
3. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle au sujet de la zone aboutant la plaine abyssale de Porcupine présentée par l'Irlande le 25 mai 2005, adoptées le 5 avril 2007.
4. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par l'Australie le 15 novembre 2004, adoptées le 9 avril 2008.
5. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la Nouvelle-Zélande le 19 avril 2006, adoptées le 22 août 2008.
6. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande conjointe au sujet de la zone de la mer Celtique et du golfe de Gascogne présentée par l'Espagne, la France, l'Irlande et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 19 mai 2006, adoptées le 24 mars 2009.
7. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande au sujet de zones de l'océan Arctique, de la mer de Barents et de la mer de Norvège par la Norvège le 27 novembre 2006, adoptées après modification le 27 mars 2009.
8. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande au sujet du polygone ouest du golfe du Mexique présentée par le Mexique le 13 décembre 2007, adoptées le 31 mars 2009.
9. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande au sujet des zones de la Guyane française et de la Nouvelle-Calédonie présentée par la France le 22 mai 2007, adoptées le 2 septembre 2009.
10. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la Barbade le 8 mai 2008, adoptées après modification le 15 avril 2010.
11. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande concernant l'île de l'Ascension présentée par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord le 9 mai 2008, adoptées après modification le 15 avril 2010.
12. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande au sujet du nord-ouest de l'île de Sumatra présentée par l'Indonésie le 16 juin 2008, adoptées le 28 mars 2011.
13. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande conjointe concernant la région du plateau des Mascareignes présentée par Maurice et les Seychelles le 9 décembre 2008, adoptées le 30 mars 2011.
14. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande présentée le 5 décembre 2008 par le Suriname, adoptées après modification le 30 mars 2011.
15. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant la région de Benham Rise présentée par les Philippines le 8 avril 2009, adoptées le 12 avril 2012.
16. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande révisée présentée par la Barbade le 25 juillet 2011, adoptées après modification le 13 avril 2012.

<sup>6</sup> Les recommandations et les résumés des recommandations de la Commission des limites du plateau continental peuvent être consultés à [www.un.org/Depts/los/clcs\\_new/commission\\_submissions.htm](http://www.un.org/Depts/los/clcs_new/commission_submissions.htm).

<sup>7</sup> On trouvera un résumé des recommandations dans le document publié sous la cote A/57/57/Add.1 (par. 38 à 41).

17. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande partielle concernant les Antilles françaises et les îles Kerguelen présentée par la République française le 5 février 2009, adoptées après modification le 19 avril 2012.
18. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par le Japon le 12 novembre 2008, adoptées après modification le 19 avril 2012.
19. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partiellement révisée concernant la mer d'Okhotsk présentée par la Fédération de Russie le 28 février 2013, adoptées après modification le 11 mars 2014.
20. Recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle concernant le plateau continental au nord des îles Féroé présentée par les gouvernements du Royaume du Danemark et des îles Féroé le 29 avril 2009, adoptées après modification le 12 mars 2014.
21. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental concernant la demande présentée par le Ghana le 28 avril 2009, adoptées après modification le 5 septembre 2014.
22. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande présentée par la République islamique du Pakistan le 30 avril 2009, adoptées après modification le 13 mars 2015.
23. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant la zone du bassin d'Ægir et les parties occidentale et méridionale de la dorsale de Reykjanes présentée par l'Islande le 29 avril 2009, adoptées après modification le 10 mars 2016.
24. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande présentée par l'Argentine le 21 avril 2009, adoptées après modification le 11 mars 2016.
25. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant le plateau de Manihiki présentée par les Îles Cook le 16 avril 2009, adoptées après modification le 19 août 2016.
26. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande présentée par la République orientale de l'Uruguay le 7 avril 2009, adoptées après modification le 19 août 2016.
27. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande conjointe présentée par les États fédérés de Micronésie, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Îles Salomon le 5 mai 2009, adoptées après modification le 17 mars 2017.
28. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle présentée par la République sud-africaine le 5 mai 2009 concernant son territoire continental, adoptées après modification le 17 mars 2017.
29. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental au sujet de la demande partielle révisée présentée par l'Argentine le 28 octobre 2016, adoptées après modification le 17 mars 2017.
30. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant la région du plateau septentrional par la République des Seychelles présentée le 7 mai 2009, adoptées le 27 août 2018.
31. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande concernant l'île Bouvet et la Terre de la Reine-Maud présentée par la Norvège le 4 mai 2009, adoptées après modification le 8 février 2019.
32. Résumé des recommandations de la Commission des limites du plateau continental relatives à la demande partielle révisée présentée par le Brésil le 10 avril 2015 concernant sa région sud, adoptées après modification le 8 mars 2019.

